

Au nom de la décence publique, le rappeur Médine ne doit pas chanter au Bataclan!

L'annonce de la programmation du rappeur Médine au Bataclan, à Paris, les 19 et 20 octobre prochain a suscité une vague puissante d'indignation, notamment sur les réseaux sociaux.

Comme nombre de Français, les auteurs de ce texte ont commencé par douter de cette information qui paraissait trop extravagante pour être vraie. Le télescopage des symboles était si violent, la provocation si manifeste que cette programmation ressemblait fort à une « fausse nouvelle » forgée par quelques officines identitaires pour dresser les Français les uns contre les autres.

Comment imaginer que les propriétaires de cette salle dans laquelle quatre-vingt-dix personnes ont été massacrées et plusieurs centaines d'autres blessées par des djihadistes aient pu inviter un rappeur dont l'un des albums s'intitule *Jihad* et qui arbore fièrement un tee-shirt barré d'un sabre ?

Certes, depuis que la polémique a éclaté, le rappeur et ses soutiens se sont empressés de préciser que le djihad de Médine était purement intérieur et psychologique ; le chanteur a relativisé ses rimes les plus agressives (qui se proposent de « mettre des fatwas sur la tête des cons », d'appliquer la charia

aux voleurs afin qu'ils ne puissent déposer de main courante, de crucifier les laïcards ou peindre Marianne en « femer tatouée Fuck God

sur les mamelles »), en se proclamant ennemi du terrorisme.

Mais les images de Médine effectuant la tristement célèbre « quenelle » ont refait surface. Le militantisme local du chanteur haurait témoignant de sa sympathie pour le groupuscule raciste les Indigènes de la République ou pour le mouvement islamiste les Frères musulmans est absolument impossible à nier.

Que le rappeur Médine ignore la portée de ses mauvais jeux de mots sur une partie de la jeunesse travaillée par le communautarisme

par nos ennemis parce qu'elles étaient les symboles de notre mode de vie et de nos libertés.

En ce sens, le respect de leur mémoire oblige tous les Français, quelles que soient leurs origines, leurs confessions ou leur sensibilité politique. Et de fait, il suffit de tendre l'oreille pour comprendre que l'idée de Médine se produisant dans cette salle à tout jamais associée dans la mémoire collective à un massacre épouvantable perpétré par des terroristes islamistes réveille l'immense majorité d'entre eux, et pas seulement la droite et

l'extrême droite comme une partie de la presse l'a laissé entendre.

Pour que les citoyens d'une République vivent en bonne intelligence sur son territoire, il n'est pas nécessaire

qu'ils prient les mêmes dieux ou qu'ils partagent les mêmes opinions, mais ils doivent impérativement regarder la défense de leur patrie et des principes qu'elle incarne (liberté, égalité, fraternité et laïcité) comme une cause sacrée. Sacrée, c'est-à-dire, justifiant qu'elle soit défendue les armes à la main, au péril de sa vie.

En temps de paix, cette dimension métaphysique du pacte social est invisible ; mais lorsqu'un peuple est attaqué, la réalité existentielle du lien patriotique ou civique redevient palpable.

Ce qui fait qu'au-delà de nos différences, nous sommes tous

français, c'est que les morts de Verdun, d'Oradour ou du Bataclan sont nos morts. Porter atteinte à leur mémoire, la profaner, c'est prendre le risque insensé de desceller la pierre de touche du pacte social.

Ce respect du sacré civique forme la condition sine qua non de la préservation de ce que l'on appelle, depuis les anciens, la concorde. Ce que la novlangue politique contemporaine a rebaptisé « vivre ensemble ».

Nos dirigeants seraient bien inspirés de ne pas interpréter le calme des Français après les différentes vagues d'attentats comme des marques de lâcheté ou d'indifférence. Cette retenue, signe admirable de civilisation, ne signifie pas du tout qu'une immense colère, d'autant plus redoutable qu'elle est sourde, n'existe pas au sein de la population. Si les Français se sont jusqu'ici, fort heureusement, gardés de s'en prendre aux complices de la barbarie qui les avaient frappés, c'est parce qu'ils font crédit à l'État de protéger l'ordre public mais aussi l'ordre symbolique.

Au-delà du respect des lois, il appartient à nos autorités de défendre la décence publique.

* Jean-Claude Barreau, Georges Bensoussan, Guillaume Bigot, Thomas Bousquet, Pascal Bruckner, David Brunat, Brice Couturier, Franck Dedieu, Ambroise de Ramcourt, Éric Delbecque, Alexandre del Valle, Henri Guaino, Joachim Imad, Mohamed Louizi, Éric Marquis, Jean-Robert Pitte, Philippe Raynaud, Boualem Sansal, Pierre-André Taguieff, Jacques Tarrero, Michèle Tribalat et Caroline Valentin.

Laisser un rappeur dont l'un des albums s'intitule « Jihad » et qui témoigne de sa sympathie pour les Frères musulmans chanter dans cette salle où eut lieu un massacre perpétré par des terroristes islamistes relève de la profanation

et l'islamisme ou qu'il soit adepte de la taqiya (l'art islamique de la dissimulation tactique) n'a guère d'importance.

Le laisser se produire au Bataclan relève de la profanation.

Que l'on défende sincèrement la liberté artistique ou que l'on espère miner la République de l'intérieur, qu'importe. Laisser Médine rapper au Bataclan constitue une provocation pure et simple.

Depuis Athènes, les morts de la cité sont sacrés. Les victimes du 13 novembre 2015 ne sont pas tombées les armes à la main, mais elles ont été massacrées

TRIBUNE COLLECTIVE

Le respect dû aux victimes du terrorisme islamiste commande à l'État d'interdire une provocation aussi inconvenante, argumentent les personnalités signataires*.

Grâce à Trump, la Chine n'est plus le juge de paix du dossier nord-coréen

Donald Trump et Kim Jong-un ne sont pas parvenus à un authentique accord sur la dénucléarisation de la Corée du Nord, en dépit des communiqués officiels au ton de victoire. Le président des États-Unis veut que les Nord-Coréens renoncent de manière « complète, irréversible et vérifiable » à leur arsenal nucléaire. Mais comment ? En transférant les bombes hors du territoire nord-coréen ? En les rendant inutilisables et en autorisant des experts de l'Agence internationale pour l'énergie atomique à parcourir le pays afin de s'assurer que la renonciation au nucléaire est effective ?

Kim Jong-un, pour sa part, s'est contenté de dire que son arsenal n'aurait plus d'utilité si la « sécurité » de la Corée du Nord était assurée. Faut-il comprendre par là que les Américains doivent abandonner leur alliance militaire avec le Japon ou la Corée du Sud ? Séoul doit-il renoncer à son propre armement ? Pyongyang reste dans le flou.

Mais il y a pire : les propositions américaines elles-mêmes sont dépassées. Les Nord-Coréens savent fabriquer des bombes A et H. Aucune commission de contrôle ne leur ôtera plus ce savoir. Soutenir que les divergences entre États-Unis et Corée du Nord sont importantes serait peu dire. Toute tentative de rapprocher les deux points de vue est vaine. Les Nord-Coréens ont atteint un point de non-retour

une puissance nucléaire. Il l'est désormais.

Donald Trump et Kim Jong-un ont cependant eu intérêt à maintenir leur rencontre. Pour les Nord-Coréens, aller à Singapour, c'était gagner du temps. Tant qu'ils multiplient bonnes paroles et gages de bonne volonté (libération de prisonniers américains ; destruction, en présence des caméras de télévision, du centre d'essais nucléaires ; purge d'éléments considérés comme les plus « durs » ; poignées de main enthousiastes à Singapour), il n'y a pas de risque de frappe américaine. On peut pourtant être certain que les techniciens nord-coréens continuent de travailler d'arrache-pied à la miniaturisation de leurs bombes et à la résistance de leurs missiles à la chaleur lors du retour dans l'atmosphère.

Autre avantage : la Corée du Nord de Kim Jong-un est reconnue comme un des États importants du globe. Son dirigeant, qualifié d'homme en qui on peut avoir confiance, devient un des hommes qui comptent.

La rencontre de Singapour représentait aussi un enjeu économique et financier important pour le régime. Les sanctions des Nations unies gênent la Corée du Nord - sans mettre en cause son existence. Les naïfs se font donc entendre : tant de bonne volonté manifestée par Pyongyang ces derniers mois ne devrait-elle pas être récompensée ? Mieux encore, n'appellerait-elle pas une aide économique ? Moscou et

à cette rencontre. Désormais, aux yeux d'une bonne partie de son opinion publique, il sera celui qui a fait évoluer la situation, contrairement à Obama promoteur d'une « patience stratégique » inefficace à l'égard de Pyongyang. Ses électeurs penseront même que la fermeté et les menaces de rétorsion américaines ont payé, en quoi ils ont probablement raison.

La rencontre bilatérale de Singapour a aussi cet avantage pour Trump qu'elle a mis de côté les Chinois. Ce fait, capital, n'a pas été assez souligné. Le président américain a longtemps compté sur la Chine pour forcer la Corée du Nord à renoncer à l'arme atomique. Or la Chine s'est contentée d'admonestations, de votes en faveur

Si la levée des sanctions contre Pyongyang a été, à juste titre, repoussée, la rencontre de Singapour pourrait faciliter la signature d'un traité de paix remplaçant enfin l'armistice de juillet 1953

de sanctions insuffisantes et appliquées sans rigueur. La riposte américaine a été de lui refuser le rôle de juge de paix dans la région, un rôle que Pékin avait assumé avec satisfaction pendant des années en se faisant l'hôte et l'animateur de rencontres à six (les deux Corées, le Japon, les États-Unis, la Chine et la Russie) sur le nucléaire nord-coréen.

Il n'est jamais souhaitable de voir renforcé un État totalitaire et laissées sans obstacles ses capacités d'armement. Si la levée des sanctions contre ce régime a été, à juste titre, repoussée, la rencontre de Singapour pourrait faciliter la signature d'un traité de paix remplaçant enfin l'armistice de juillet 1953. Elle affaiblirait la posture obsessionnelle qu'affecte la Corée du Nord, permettrait sa reconnaissance internationale tout en la limitant à la partie méridionale de la péninsule coréenne. La propagande de Pyongyang contre les « marionnettes américaines » installées à Séoul perdrait sa raison d'être et ce nouveau cours ne serait pas si simple à assumer pour un régime

nord-coréen qui s'est présenté pendant des décennies comme le seul légitime à représenter l'ensemble de la population coréenne. Singapour ne changera rien sur le dossier

nucléaire nord-coréen. Mais c'est le début d'une vraie négociation sur les conditions d'entrée dans la communauté internationale d'un État encore totalitaire et donc dangereux, tant pour son propre peuple que pour le reste du monde. Et l'épisode restera comme une des premières passes d'armes de l'affrontement



IRÉFOND